

Développement des Savoirs Locaux en Afrique Francophone *Situation dans Quatre Pays*

Dans quelle mesure les savoirs locaux (IK) se répandent-ils et sont-ils intégrés dans la politique et la pratique du développement dans les Pays francophones de l'Afrique de l'Ouest et du Centre? Les résultats d'une mission de la Banque mondiale dans quatre de ces pays —Sénégal, Mali, Burkina Faso et Cameroun — au début de l'été 2001 offrent un bref panorama de la situation actuelle.

Le présent article est basé sur des contacts avec des homologues du secteur public et privé impliqués dans différents aspects de la promotion des savoirs locaux et des interviews qui, dans beaucoup de cas, ont découlé de ces contacts initiaux. La situation dans chaque pays était différente — suivant l'histoire propre du pays et des défis auxquels il est confronté; cependant, il y avait également d'importantes similitudes. Ces deux caractéristiques sont brièvement explorées ci-dessous.

Une abondance d'initiatives

Beaucoup d'initiatives sont en cours par rapport aux savoirs locaux dans tous les quatre pays, tant dans le secteur public que parmi les organisations non-gouvernementales et à base communautaire. Les activités sont entreprises dans de nombreux domaines du développement: santé, agriculture, éducation, gestion des ressources naturelles, affaires culturelles. En voici quelques exemples:

- Une ONG au Mali engagée à « donner plus de force aux savoirs locaux » (*muscler le savoir local*) recrute des étudiants à travers

toute l'Afrique de l'Ouest pour suivre des conférences sur la dynamique des savoirs locaux et pour effectuer des recherches de première main —particulièrement dans la zone agricole de l'Office du Niger — sur la manière dont les fermiers locaux ont adapté les connaissances traditionnelles en matière de fertilité et de production des récoltes aux exigences des opérations commerciales modernes.

- Un centre en zone rurale du Sénégal rassemble plus de 400 guérisseurs traditionnels pour échanger sur leurs méthodes et comparer l'efficacité de leurs soins avec les diagnostics de la médecine moderne.
- Le Ministère de la Culture et des Arts au Burkina Faso soutient, à travers sa « Direction de l'Héritage culturel, » une série de musées locaux consacrés à la préservation de l'artisanat indigène et un programme de forum sur les savoirs locaux.

Les *Notes CA* sont des rapports périodiques sur les initiatives en matière de Connaissances Autochtones en Afrique subsaharienne. Elles sont publiées par le Centre pour la gestion de l'information et de la connaissance (*Knowledge and Learning Center*) de la Région Afrique, qui représente la Banque mondiale dans le cadre d'un partenariat établi avec des communautés, des ONG, des institutions du développement et des organisations multilatérales. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs et ne devraient pas être attribuées au Groupe de la Banque mondiale ou à ses partenaires dans le cadre de cette initiative. Une page sur les CA est disponible sur l'internet aux coordonnées suivantes : <http://www.worldbank.org/aft/ik/default.htm>

- Un chercheur de la Natural Products Research Foundation au Cameroun a effectué, sous l'égide de l'OUA, une recherche ethno-botanique sur les utilisations traditionnelles du vaste patrimoine des plantes de ce pays. Les savoirs locaux semblent être maintenant un sujet d'un grand intérêt. Il y a des sources de financement, tant privées que d'origine aide étrangère, pour des études et des initiatives dans ce domaine, et il apparaît de plus en plus politiquement correct d'appuyer de tels efforts. Des initiatives transnationales à cet effet ne sont pas rares. Le Ministère de la Culture au Mali a récemment organisé un colloque international de chasseurs traditionnels et de « *chefs de la brousse* » («bush chieftains») de plusieurs pays de l'Afrique de l'Ouest pour discuter des méthodes indigènes de conservation des ressources naturelles; et l'ONG PROMETRA (*promotion des médecines traditionnelles* ou « promotion of traditional medicine ») au Sénégal s'est jointe à d'autres organisations similaires ou a créé des branches de sa propre structure dans douze autres pays africains. Il est évident que tout autre effort maintenant envisagé dans ces pays doit tenir soigneusement compte de ce qui a déjà été fait et des leçons apprises de la pratique jusqu'à ce jour.

Notes CA

Nom _____

Institution _____

Adresse _____

Lettres, commentaires et demandes de publications doivent être adressés à :

Editeur IK Notes,
 Knowledge and Learning Center, Africa Region, World Bank, 1818 H Street, N.W., Room J5-171, Washington D.C. 20433
 Adresse électronique : pmohan@worldbank.org

Développement inégal

La popularité même des savoirs locaux comme bannière pour l'action, ainsi que le financement disponible, attirent une telle variété d'aspirants et de contributeurs que la vérification des prétentions par rapport aux résultats sur le terrain est un moyen essentiel pour identifier les meilleures pratiques et séparer le bon grain de l'ivraie. Pourtant une telle vérification est loin d'être la règle.

Il y a néanmoins une quantité croissante de substance dans le domaine des savoirs locaux dans tous les quatre pays visités, mais elle reste inégalement développée à plusieurs égards.

- En dépit de la création de Ministères de la Culture (comme au Mali et au Burkina Faso), la prépondérance des activités reste dans le secteur des ONG et des organisations bénévoles. La promotion des savoirs locaux fait rarement partie de la politique ou des pratiques des agences gouvernementales. Au Sénégal, par exemple, presque toutes les expériences dans le domaine de la médecine traditionnelle ont été effectuées sous des auspices privés, et leurs partisans ont eu peu de succès dans leur tentative d'intéresser le système médical officiel à de telles initiatives.
- Il y a également une divergence marquée entre ce que l'on pourrait appeler les secteurs « essentiels » et « secondaires » du développement. La plupart des initiatives en matière de promotion des savoirs locaux ont été entreprises dans les domaines des services sociaux tels que la santé, la culture et l'éducation. Il y en a également, quoique moins nombreuses, dans l'agriculture. Plus l'on s'éloigne du domaine du développement social vers celui de la technologie, des finances et des secteurs plus techniques du développement, moins on trouve de gens qui comprennent le rôle des savoirs locaux ou qui sont prêts à les prendre en considération. La gestion des ressources naturelles constitue peut-être l'exception la plus notable.
- L'utilisation des langues africaines dans beaucoup de cas est étroitement liée aux efforts faits pour enregistrer, développer, et incorporer les savoirs locaux; mais les pratiques à cet égard sont conditionnées par tout un tas d'autres préoccupations en matière de politique. Il est en général plus difficile d'adopter des politiques cohérentes en faveur des langues africaines dans les pays côtiers qui comptent des centaines de langues que dans les pays de l'intérieur ou les pays Sahéliens qui ont un nombre plus limité de langues et quelques *lingua franca* prédominantes. Le Cameroun, par exemple, doit à la fois prendre des mesures concernant le bilinguisme (français-anglais) officiel et un certain nombre de

différentes langues africaines, et est donc de ce fait toujours en train de chercher quelle politique adopter concernant l'utilisation de ces dernières dans le système éducatif.

Pourquoi cette situation de progrès inégal? Les modèles dominants de développement sont difficiles à changer, il est vrai, et plus le domaine est technique, plus il est lié aux normes internationales de procédure et de performance. Les savoirs locaux constituent donc naturellement un phénomène où la rhétorique et la pratique tendent à être un peu divergentes: il y a souvent un bénéfice politique à les approuver, mais un vrai coût politique à faire quelque chose de concret à leur sujet.

Il y a cependant d'autres raisons valables pour expliquer ce développement inégal.

Le secteur des ONG fournit un bon laboratoire d'expérimentation des approches innovatrices avant d'essayer d'incorporer les plus réussies ou les plus appropriées d'entre elles dans la politique officielle; il n'est donc pas étonnant que de nouvelles initiatives se multiplient dans ce secteur. Dans un contexte multiculturel, aux savoirs locaux *de qui* va-t-on donner la prééminence devient une question épineuse, tout comme la question de savoir *quelle* langue ou langues africaines recevront un statut officiel. Il y a de bonnes raisons d'avancer lentement lorsqu'il s'agit de prendre de telles décisions.

Une conséquence de ce développement inégal est naturellement un manque de cohérence et de coordination dans « le secteur des savoirs locaux. » Les acteurs qui sont dans une arène donnée ne savent pas ce que font ceux qui sont dans une autre arène, il y a peu de normes communément acceptées pour le travail, et il y a beaucoup de concurrence. Cela n'est pas totalement mauvais, cependant. La multiplicité des efforts favorise au moins l'apparition de nouvelles idées et produit une variété d'approches que l'expérience pourra aider à trier.

Reconnaître l'existence de différentes variétés d'IK

Un résultat de l'expérience croissante en matière de développement des savoirs locaux dans les quatre pays visités est la sophistication croissante dans la compréhension des différentes significations et applications des savoirs locaux. Un groupe interviewé au Sénégal a offert peut-être l'analyse la plus claire des différentes et potentiellement complémentaires interprétations des savoirs locaux actuellement exprimés sur le terrain. Ce groupe a distingué trois différentes approches:

- *Les savoirs locaux en tant qu'héritage du passé*, à conserver

soigneusement et à respecter — une approche qui montre le genre de vénération que l'on devrait avoir pour la sagesse accumulée des générations passées si intensément exprimée dans la célèbre phrase d'Amadou Hampaté Bâ, « chaque fois qu'un vieillard meurt, c'est comme une bibliothèque qui brûle. »

- *Les savoirs locaux comme incarnation d'un mode différent et spécifiquement africain de pensée* — une « épistémologie » africaine et donc un moyen de repenser les méthodes de développement dans des domaines tels que la santé, l'agriculture, et la gestion des ressources naturelles. Les partisans de cette approche soulignent l'échec des méthodologies actuelles de développement comme preuve du besoin de nouveaux concepts enracinés dans l'héritage culturel des populations concernées.
- *Les savoirs locaux en tant que moyen et processus d'expression de ce que les populations indigènes connaissent, et moyen de les impliquer dans l'acquisition des connaissances requises pour le développement*, et ainsi de transmettre aux futures générations le meilleur que le présent a à offrir. Les partisans de cette approche insistent que promouvoir les savoirs locaux est autant une question de rendre les acteurs locaux capables de produire de *nouvelles* connaissances — basées à la fois sur l'héritage du passé et une évaluation lucide des défis actuels — que de simplement répertorier et stocker les traditions héritées du passé.

La *synthèse* de ces trois perspectives semble avoir le plus grand potentiel pour stimuler un respect généralisé pour les savoirs locaux. Mais les exemples sont rares, bien que le langage que les gens utilisent reflète de plus en plus une perspective complexe. Nos interlocuteurs ont parlé de « se référer à » ou d'avoir régulièrement « recours » aux savoirs locaux dans l'élaboration de nouveaux modèles de développement, plutôt que de se contenter simplement de les sauvegarder. Par ailleurs, beaucoup étaient sensibles aux avantages de la troisième approche, qui fait des savoirs locaux un processus actif, plutôt que purement une question d'anthologies et de musées, et les relie à un programme de participation populaire et de décentralisation.

Développer les maillons manquants

Où va le mouvement dans ces quatre pays? Quels sont les principaux défis auxquels sont confrontés ses partisans? Le plus gros « maillon manquant » dans tous les sites visités réside dans l'incapacité ou l'opportunité insuffisante « d'injecter » les résultats des initiatives de promotion des savoirs locaux dans les politiques et les procédures qui régissent le développement local, de passer des forum flatteurs aux expériences encourageantes, jusqu'aux changements réels de

politique et de pratique généralisée.

Cette situation est reflétée dans les pays visités et dans les organisations de donateurs tels que la Banque mondiale. Les préoccupations au sujet des savoirs locaux, si elles sont à présent plus fréquemment reconnues que dans le passé, tendent à être compartimentées dans des services ou agences spécialisés qui ont cette mission mais ont peu d'effet sur la politique dans les secteurs « fonctionnels » du développement. Au niveau national, il peut y avoir un Ministère ou une agence chargée de la culture, et pourtant travaillant en grande partie dans le vide sans aucune influence sur les questions pratiques du développement économique et social. Dans les organisations de donateurs, des programmes de promotion des savoirs locaux peuvent fleurir mais se croiser peu, si tant est qu'ils se croisent du tout, avec les bureaux traditionnels qui déterminent la politique et la pratique en matière d'aide.

Franchir cette ligne de partage demeure un défi majeur. Quatre domaines d'activité semblent particulièrement importants:

- Promouvoir l'intégration des savoirs locaux dans les projets de développement par *des procédures plus explicites d'implication des acteurs locaux dans la conception des méthodes d'intervention* et dans la prise de décisions tactiques. Dans beaucoup de cas, cela signifie faire de la direction participative et de l'action recherche une procédure opérationnelle habituelle dans les initiatives de développement.
- Développer, préparer et diffuser systématiquement les *outils et méthodes* pour ce genre d'approche participative au développement local.
- Faire des *écoles locales un centre de collecte des savoirs locaux* et un lieu de rencontre entre les agents du développement et les acteurs locaux dans la négociation des investissements et des initiatives qui les prennent

en compte.

- Concevoir, expérimenter et mettre en œuvre des *matériels et des méthodes pour la formation professionnelle préalable et en cours d'emploi des agents du développement* qui les initient à une utilisation plus intégrale des savoirs locaux et qui les aident à découvrir des moyens de synthétiser le nouveau et l'ancien.

Les stratégies doivent évidemment être élaborées pays par pays, bien qu'accompagnées de nombreux moyens d'échange transnational. La première étape pourrait être de préférence une sorte d'« évaluation du secteur » ou *état des lieux* effectuée par les chercheurs nationaux en vue de répertorier et comparer les différentes initiatives en cours dans un pays donné et ce qu'on sait de leurs résultats. Cela servirait de prélude et de critères pour donner un ordre de priorité aux futurs efforts. Les ministères du gouvernement et les organisations de donateurs devraient participer à cet examen minutieux, qui impliquera également un « audit » de leurs propres politiques en ce qui concerne la participation locale à la planification du développement et à l'utilisation des savoirs locaux.

Dans tous les quatre pays, les savoirs locaux sont manifestement un domaine d'activité croissante et d'un immense potentiel. Ils sont en même temps un domaine où l'appui des communautés de donateurs peut aider à renforcer considérablement les efforts en cours et « séparer » les initiatives les plus prometteuses des nombreuses actuellement en cours, mais où les décisions de politique du pays d'accueil doivent en dernier ressort régir les normes.

La mission effectuée vers le milieu de l'année 2001 comprenait les auteurs du présent article, Peter Easton (consultant), Emmanuel Nikiema (membre du Personnel de la Banque mondiale, Représentation au Burkina Faso), et Suzanne Essama, (membre du Personnel de la Banque mondiale, Washington D.C.). Pour plus d'informations, veuillez écrire par E-mail à : sessama@worldbank.org